

# La Presse

I . La Presse. 1839-01-15.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).





## Paris, 14 janvier.

Le ministère a remporté aujourd'hui un avantage décisif. On sait que la question d'Ancone était le véritable champ de bataille de l'adresse. Lors même que l'adresse déployée par les chefs de la coalition n'aurait pas attesté, dans les deux dernières séances, tout le prix qu'ils attachaient à vaincre le cabinet sur ce terrain, le texte du paragraphe inséré dans le projet d'adresse le démontrerait suffisamment. Dans ce paragraphe, la commission avait pour ainsi dire, condensé son hostilité; le blâme était formel, avoué, sans réserve. D'un autre côté, le ministère avait arboré son drapeau avec non moins de franchise. L'amendement de MM. de Jussieu, de Belleyne et de la Pinsonnière était exactement la contre-partie du paragraphe de la commission. La question était donc bien nettement engagée, et cette longue discussion qui vient de finir a mis la chambre à même de se prononcer en toute connaissance de cause.

Eh bien ! la chambre s'est rangée du côté du ministère. Une majorité non équivoque, car cette fois elle est de 29 voix ; une majorité ralliée sous le feu même de la discussion, a donné sa sanction éclatante à la politique du 15 avril. Nous disons à sa politique, car l'évacuation d'Ancone n'est pas un épisode, un fait isolé, un accident; c'est tout une direction, tout un système; c'est le respect des traités, la fidélité aux engagements, la loyauté dans les rapports internationaux, toutes choses qui paraissent peut-être en ce moment bien simples et bien vulgaires à quelques uns de ceux qui nous lisent, toutes choses pourtant qu'il a fallu disputer pied à pied et conquérir de haute lutte sur la coalition. Les adversaires du cabinet doivent moins que personne contester la portée significative de ce vote, car dans les débats ils se sont tous attachés à la faire ressortir eux-mêmes. En votant sur cette question, la chambre était donc bien avertie qu'elle ne consacrait pas seulement un fait accompli, mais qu'elle s'associait intimement, et d'une manière générale, à la pensée qui dirige au dehors toutes nos relations avec les autres peuples.

Nous n'hésitons pas à dire que ce vote décide la question même de l'adresse. La commission, si fière, si intraitable, si arrogante, n'a pu encore faire passer un seul de ses paragraphes. Elle a eu l'humiliation de voir démolir à coups d'amendements l'édifice laborieux où son animosité s'était retranchée. Chassée successivement de toutes ses positions, où se réfugierait-elle ? Le discours des pouvoirs à l'intérieur, la chambre l'a constaté par le vote du premier paragraphe de l'amendement-Amilhan. La confiance dans la politique extérieure du cabinet, la chambre l'a déclarée par le vote de l'amendement sur la question belge, et elle vient d'en donner un témoignage plus solennel encore par le vote sur l'évacuation d'Ancone. Or, le concours, et la confiance, voilà précisément ce que la commission disait à la chambre de refuser ! L'échec de la coalition est donc complet, irrévocable. Ce n'est pas sur la question suisse qu'elle prendra sa revanche; ce n'est pas davantage sur cette question d'Espagne que M. Thiers a sacrifiée avec tant d'abnégation personnelle, dans l'espoir, sans doute, de se dédommager sur d'autres questions, sur celles-là même où il vient d'être battu. Ainsi, c'est désormais chose entendue, et il faut bien la constater, parce qu'elle importe à la situation : partout où elle a offert la bataille, la coalition n'a éprouvé que des défaites !

Et certes, disons-le aussi, jamais ministère n'a joué plus loyalement son existence. Il en a été en quelque sorte prodigue. Ordinairement, dans une adresse, il n'y a qu'une seule question de cabinet. De part et d'autre, on se donne rendez-vous sur un paragraphe spécial dont l'adoption ou le rejet décide entre les ministres et leurs adversaires. Ici, au contraire, en présence d'une adresse où des embûches étaient dressées à chaque pas, le minis-

tère n'a pas voulu réclamer le bénéfice de l'usage. Il s'est hardiment avancé, la hache à la main, s'arrêtant successivement devant tous les obstacles pour les briser l'un après l'autre, au risque de voir la fortune se lasser de ces épreuves répétées, et devenir infidèle après avoir couronné plusieurs fois ses efforts. Jamais, en Angleterre, un cabinet n'a lutté ainsi contre ses adversaires; jamais cela ne s'était vu en France, même dans les temps où les oppositions étaient plus pures et plus dignes d'égards que celles d'aujourd'hui. Voilà pourquoi sans doute le 15 avril n'est pas parlementaire ! Il faut avouer qu'on sera bien venu désormais à élever contre lui un pareil grief.

Parlons-nous maintenant de la discussion qui a précédé le vote ? Disons-nous combien M. Guizot a été faible dans son plaidoyer en faveur des intentions méconnues du 11 octobre ? Si le 11 octobre n'a rien demandé au pape pour les habitants de la Romagne, c'est qu'il aimait mieux laisser faire l'Autriche, et s'effacer devant son action moins suspecte que la nôtre ! Le 11 octobre ne faisait rien, mais il n'en pensait pas moins : voilà comment M. Guizot l'a défendu de n'avoir laissé dans les archives des affaires étrangères aucune trace de sa politique à l'égard de l'Italie ! En vérité, cette explication est-elle sérieuse ? Et puis, comment M. Guizot a-t-il pu soutenir que le *memorandum* remis au Saint-Siège en 1831 par les puissances constituait, avec la convention de 1832, un véritable contrat synallagmatique dont l'inexécution par le pape aurait dû nous délier de nos propres obligations ? M. Guizot ignore donc que ce *memorandum* n'était qu'une simple représentation ; que le pape ne l'accepta qu'à titre de conseil ; qu'il ne voulut y déferer que dans la mesure d'un *motu proprio* ; qu'il n'a jamais pris aucun des engagements dont M. Guizot est venu argumenter aujourd'hui ! Eh ! mon Dieu, pour s'en convaincre, M. Guizot n'aurait eu qu'à lire le discours de son ami et ancien collègue, M. le duc de Broglie. M. le duc de Broglie, dans ce discours de 1833 dont M. le président du conseil a lu des fragments à la chambre des pairs, a dit très formellement tout ce que nous venons de répéter ; il a même ajouté que le mauvais accueil fait par les Romagnols aux premières concessions du Saint-Siège autorisait pleinement celui-ci à n'en pas accorder de nouvelles. Comment donc, encore un coup, M. Guizot a-t-il pu chercher dans cette prétendue exécution des engagements pontificaux un prétexte pour violer la parole donnée au nom de la France ? La chambre souffrait visiblement de voir cet homme d'état descendre à de pareils arguments, et ne comprenait que trop, en l'écoutant, tout ce qu'il y a de réel dans cet abaissement des esprits qu'il a l'habitude de déplorer !

Quant à M. Thiers, il a singulièrement réduit, dans ses commentaires, la prétention qu'il paraissait avoir affichée dans la fameuse dépêche du 9 mars, et que la gauche avait tant applaudie. Vous vous imaginiez qu'en écrivant à notre ambassadeur de refuser net l'évacuation, M. Thiers voulait déchirer la convention de 1832 ? Pas le moins du monde. M. Thiers voulait seulement obtenir du temps, un peu de répit, à peu près comme ces débiteurs gênés qui ne peuvent payer à l'échéance et demandent à renouveler leurs engagements. Voilà tout ce que prétendait la fièvre politique de M. Thiers, si du moins on s'en rapporte à ses explications d'aujourd'hui, et nous n'avons, pour notre compte, nulle raison de ne le pas faire. Mais si on n'avait pas voulu lui accorder, ces délais, qu'aurait fait M. Thiers ? Aurait-il enfin vidé les lieux ? C'eût été une assez pauvre retraite. Serait-il resté en dépit de toutes les sommations ? Mais alors il eût violé ouvertement cette convention pour laquelle il nous a dit qu'il professait un si grand respect ! Et qu'aurait dit le pape ? Et qu'aurait dit l'Europe, l'Europe prise solennellement à témoin, par la circulaire

de Casimir Périer, des engagements que nous contractions ? A tout cela, M. Thiers a trouvé une réponse dont la fatuité n'a pas peu égayé la chambre. S'il avait été ministre, lui, on n'eût pas osé insister ! Voyez-vous toute l'Europe tremblante et résignée devant toutes les mutineries diplomatiques de M. Thiers ! Il est vrai que l'Angleterre, dans la dépêche dont M. Molé a donné lecture, ne paraissait pas très disposée à cette abnégation. Mais, qu'importe ! M. Thiers se moque de l'Angleterre pour le moins autant que du pape, et cela ne l'eût pas sans doute arrêté une minute, lui gardien si fidèle de nos alliances !

Nous n'insisterons pas sur cette discussion : le scrutin qui l'a suivie démontre assez de quel côté sont venues les bonnes et solides raisons. M. le comte Molé, qui ne se pique pas de tout savoir sans rien étudier, mais qui cherche au contraire avec zèle et persévérance tous les moyens de s'éclairer et d'éclairer le pays, a produit aujourd'hui de nouveaux documents qui ont achevé de déterminer toutes les convictions indépendantes en faveur de sa politique. On peut dire que, dans tout ce débat, il a montré une aptitude à l'épreuve des attaques les plus subtiles et les mieux combinées. Les hommes droits et consciencieux de l'assemblée ne pouvaient long-temps refuser leur adhésion à cette politique sérieuse, modérée, habile sans ostentation, et le scrutin d'aujourd'hui annonce que, de leur part, toute hésitation a cessé.

La *Gazette de France* cite inexactement quand elle rapporte que la *Presse* a déclaré que la dissolution aurait lieu si le cabinet était renversé ; nous avons dit que s'il était remplacé par un cabinet de coalition, la dissolution serait la loi impérieuse de l'existence de ce dernier.

Les députés légitimistes ont tenu parole ; à l'exception de quelques-uns, qu'aucune instance, qu'aucune considération ne sauraient décider à sacrifier les principes de la loyauté à des manœuvres de tactique, presque tous ont voté contre l'amendement relatif à l'évacuation d'Ancone. Au moment du dépouillement du scrutin, nous avons entendu M. Béchard, député légitimiste, s'écrier : « Si tous les nôtres eussent voté pour l'amendement, le ministère aurait eu dix voix de plus. »

La *Gazette de France* dit ce soir à ce sujet : « Sur la question d'Ancone, les royalistes se sont divisés. Les uns ont voté contre l'amendement ; d'autres ont voté avec le ministère. »

## Chambre des Députés.

Séance du 14 janvier. — PRÉSIDENCE DE M. DUPIN.

Suite de la discussion du projet d'Adresse au roi. — Vote du § proposé par M. de Jussieu relativement à Ancone.

L'ordre du jour appelle la continuation du projet d'adresse.

La discussion a commencé samedi sur le paragraphe relatif à l'évacuation d'Ancone et doit continuer aujourd'hui sur le paragraphe que MM. de Jussieu, de Belleyne et de la Pinsonnière remplacent par le paragraphe suivant :

« Vous nous annoncez, sire, que les troupes autrichiennes ont quitté la Romagne, et que les nôtres sont sorties d'Ancone. La France, après avoir hâté par sa présence le terme de l'intervention étrangère dans les états du Saint-Siège, dont l'indépendance nous intéresse à un si haut degré, a donné un nouveau témoignage de son respect pour les traités et de la loyauté qui conviendrait à une grande nation. »

Nous reproduisons le paragraphe de la commission :

« Vous nous annoncez, sire, qu'en vertu d'engagements pris avec le Saint-Siège, nos troupes sont sorties d'Ancone. Nous avons donné d'éclatants témoignages de notre respect pour les traités, mais nous regrettons que cette évacuation ne se soit pas effectuée en des circonstances plus opportunes et avec des garanties que devait stipuler une politique sage et prévoyante. »

M. DE VATRY convient que l'argumentation de M. le président du conseil l'a presque convaincu ; mais il déclare qu'il a reconnu à la suite de certaines recherches qu'il a faites, que le gouvernement n'avait pas fait tout ce qu'il pouvait, tout ce qu'il devait dans cette circonstance. (Rumeurs en sens divers.) L'orateur cite ici une lettre de M. de Saint-Aulaire, ambassa-

## FEUILLETON DE LA PRESSE.

## Les Bottes rouges.

Il est peu de jeunes écrivains qui n'aient connu ce petit vieillard, spirituel, sarcastique, impitoyable, poudré, ratatiné, qui portait le nom de Coupigny, et qui se donnait hardiment pour le plus célèbre poète de romances et pour le plus habile pécheur à la ligne dont la France eût à se glorifier. C'était là, du reste, comme on le voit, deux gloires assez minces, mais auxquelles, il faut l'avouer, Coupigny ne manquait pas de certains droits. La première lui avait valu, dans sa jeunesse, une réputation d'homme de lettres, et la seconde un renom d'originalité qui s'étaient évanouis avec le temps, sans laisser d'autres traces au vieillard que le souvenir amer d'un bien perdu et d'une puissance détronée ; car l'habile preneur de carpes et l'auteur d'*Il est trop tard* s'était érigé de plus, grâce à sa réputation d'homme de lettres, en jugeur du Théâtre-Français. A une époque où les petits journaux n'existaient pas encore, Coupigny en tenait lieu et s'arrogeait la puissance dont ils usent et dont ils abusent tant aujourd'hui. Personne ne savait, comme lui, découvrir et divulguer le ridicule d'un acteur, aiguïser une épigramme, créer une calomnie, la répandre et en harceler durant des semaines, durant des mois, durant des années, sans pitié, sans relâche, sans retenue, la victime assez maladroite pour avoir encouru son déplaisir. On s'attristait surtout ce malheur en laissant écouler un temps trop long sans inviter l'aristarque à dîner... Hélas ! peu à peu, grâce aux Védels de ce temps-là, la Comédie-Française devint déserte... Or, c'était surtout à la Comédie-Française que Coupigny professait et régnait surtout. Puis les petits journaux s'inventèrent ; le sarcasme imprimé l'emporta sur le sarcasme parlé ; la calomnie du feuilleton rendit pâle et sans efficacité la calomnie du Foyer ; les invitations à dîner s'éclaircèrent et manquèrent peu à peu à Coupigny, et l'on finit même par lui retirer, un beau jour, ses entrées à la Comédie-Française.

Coupigny, profondément blessé de recevoir les rudes de ceux qui s'étaient tant de fois agenouillés devant lui, se vengea en révélant à la génération nouvelle mille anecdotes piquantes sur les artistes ses contemporains. Il disait perfidement les amours des vieilles actrices et plus perfidement encore la date exacte de leur naissance ; il racontait l'origine

plébienne de l'une et les mésaventures de l'autre ; les chutes de celle-ci, l'incapacité de celle-là. D'après lui, telle tranchait de la grande dame, qui avait été fille d'auberge ; telle dédaignait ses camarades qui avait, pendant dix-huit ans, aidé son père à faire des barbes rue de la Calande. Quelques rédacteurs de petits journaux, dont Coupigny recherchait avidement la société, s'emparaient de ces scandales, les répétaient, les propageaient, leur donnaient un retentissement cruel pour ceux qui s'en trouvaient les victimes, et le petit homme poudré s'applaudissait de pouvoir encore frapper, de loin il est vrai, mais frapper du moins ceux qui croyaient sa puissance éternelle.

Une des autres joies de Coupigny consistait à montrer, au milieu de l'oubli et de l'obscurité, ceux qui avaient occupé naguère le premier rang dans la littérature ou dans les arts, et que l'âge, l'invasion d'une nouvelle école ou la capricieuse insouciance du public avaient détrônés. Il n'éprouvait pas moins de satisfaction à décourager les jeunes gens qui mettaient le pied dans la voie littéraire. Membre honoraire, je pense, du comité de lecture de l'Opéra-Comique, on ne saurait se figurer combien il exagérait l'importance réelle ou fautive de ses fonctions, et par quelles trames, par quels faux espoirs, par quelles humiliantes démarches il faisait passer les jeunes écrivains qui lui apportaient leur livret et qui devaient inévitablement finir par s'entendre dire ces mots hypocritement doux : « J'ai eu beau faire, mon cher monsieur, ces gens-là ont résisté à vos besognes ; ils la trouvent détestable. »

Malgré cette intervention toujours sans résultat, on n'en croyait pas moins au crédit imaginaire de Coupigny à Feydeau ; et un jour que le méchant bonhomme, assis au boulevard de Gand, le menton appuyé sur sa canne, prenait l'air et cherchait à se donner de l'appétit avant d'aller dîner chez Mlle Mars, restée seule fidèle à son critique déchu, un jeune homme, coupable d'un livret d'Opéra-Comique, vint saluer avec empressement le membre honoraire du conseil de lecture. Il s'assit près de lui. Coupigny, suivant son habitude, le berçait d'espérances décevantes sur la réception future de sa pièce : quand Arnault vint à passer.

— Salut à l'auteur de *Pertinax*, s'écria-t-il. J'ai été voir votre pièce, M. Arnault ; il y a des vers qui produisent bien de l'effet !

En même temps, il faisait une grimace significative, grogneuse, outre-cuidante, dont se fût honoré un mandrille, à un groupe de rédacteurs du *Figaro* nouvellement né et qui commençait contre la littérature de

l'empire cette guerre spirituelle et sans merci dont l'issue fut une défaite de la vieille et pâle école.

D'autres dieux qui s'en allaient vinrent à passer et reçurent les bordées de Coupigny ; mais à la vue d'un homme âgé, vêtu d'une manière étrange et qui portait des bottines de maroquin rouge, le visage du railleur s'anima d'une expression haineuse de ressentiment et de vengeance. Il n'en tendit pas moins la main, avec une perfidie affectueuse, à celui qu'il salua du nom d'ami.

— Eh ! comme vous voilà beau et jeune ! On dirait que nous sommes encore au temps du directoire, ajouta-t-il en appuyant sur ce dernier mot ; car rien n'est changé en vous, mon ami !... C'est encore le même costume !... et ces bottines rouges sont d'une recherche sans exemple. Ce pantalon de panne couleur abricot est d'un goût exquis.

— Hélas ! soupira le nouveau venu : telle est pourtant la mauvaise voie dans laquelle les modes sont entrées à présent que personne ne comprendra la leçon que je donne au goût public. Non seulement les misérables ne songent point à m'imiter, mais encore ils passent près de moi sans remarquer une chaussure faite par le plus habile cordonnier pour femmes qu'il y ait à Paris ! Autrefois ils m'auraient suivi jusqu'au bois de Boulogne !

Tandis qu'il parlait ainsi, le jeune homme assis près de Coupigny regardait avec surprise la recherche bizarre et pleine d'exagération de cet homme qui, de plus, évitait soigneusement de prononcer les R et mettait à ses moindres paroles une affectation mignarde.

— Ah ! mon cher, quel malheur que vous ayez perdu votre voix !... vous chantiez comme un rossignol. Ah ! que dis-je, vous chantiez bien mieux qu'un rossignol ; car, ainsi que vous le répondez, quand on vous adressait ce fade éloge : *Au diable ! apprenez que le rossignol chante faux* !

En ce moment, une jeune femme, d'une rare beauté, traversa le boulevard, aperçut et lui que Coupigny assaillait de ses ironies, s'empressa de le protéger, passa tendrement son bras sous le sien et lui fit continuer son chemin avec elle.

— Salut à mademoiselle Duchamps, glapit Coupigny... Eh ! mon Dieu, je prends toujours le passé pour le présent, je donne à votre femme son nom de fille ! Ce que c'est que l'âge, mon vieil ami !

Puis, il se tourna vers le jeune homme.

Voici, reprit-il, ce que c'est qu'une gloire éteinte. L'homme que vous



deur à Rome, pour prouver que la France a fait plus tard que ne l'avait annoncé M. le président du conseil, des démarches auprès du Saint-Siège pour obtenir que des institutions libérales fussent données aux Marches et aux Légations; il en conclut que l'évacuation de la Romagne par les Autrichiens n'était pas la seule condition de l'abandon d'Ancone, mais que la pacification de la Romagne était une condition formelle.

L'honorable orateur s'attache à prouver que les traités peuvent être modifiés. Il en cite pour preuve le discours de M. le président du conseil à l'occasion de la question de Belgique, dans lequel il annonce que des négociations ont été entamées pour obtenir des modifications aux 24 articles. Il cite également le traité d'Haiti, modifié lorsqu'on s'est aperçu de l'impuissance de la république d'Haiti à payer. (Approbation sur plusieurs bancs de la gauche.)

M. de Vatry déclare en terminant que la conviction qu'il a que la dépêche de M. Thiers est conforme aux intérêts de la France et aux conditions du traité, le porte à voter contre l'amendement de MM. de Jussieu, de Belleyne et de la Pinsonnière.

M. BAUDE : Messieurs, dans la grande question qui s'agit devant nous, les deux politiques contraires se sont nettement tranchées pendant le cours de votre dernière séance. La première de ces politiques, qui a été constamment suivie jusqu'à l'avènement du cabinet du 22 février, avait pour but d'arrêter les progrès de l'influence autrichienne en Italie, d'y fonder l'influence française, et d'assurer l'indépendance des états secondaires de cette péninsule. C'était là la politique vraiment grande et nationale, et conforme aux intérêts de la France.

Messieurs, au mois de mars 1856, M. Thiers s'écartera de la ligne qui avait été suivie jusqu'à ce que les ministres qui ont successivement précédé MM. Casimir Périer, Soult et de Broglie, il cessa de considérer comme péremptoire la convention du 16 avril 1852, et insinua que le fait de la retraite des Autrichiens n'entraînerait pas nécessairement l'évacuation d'Ancone, et qu'il faudrait, outre, que le Saint-Siège entrât dans une voie de réforme salutaire et donnât des institutions libérales aux Légations. C'est entre ces deux politiques que la chambre doit se prononcer.

M. BAUDE s'élève avec force contre le système dont M. Thiers semble avoir voulu prendre l'initiative. Il croit que la France ne peut pas plus intervenir dans les affaires intérieures du gouvernement papal que le Saint-Siège ne pourrait intervenir dans nos affaires à l'aide des Jésuites. (Rumeurs.)

L'honorable orateur s'attache à établir que l'évacuation d'Ancone est la fidèle exécution des traités et qu'elle assure à la France, dans les états de la Romagne, la continuation de son influence; il vote en conséquence l'amendement.

La parole est à M. Guizot.

M. GUIZOT : De bien graves considérations sont alléguées de part et d'autre, la foi des traités et l'influence de notre politique en dehors de notre loyauté d'une part et notre dignité de l'autre. (Rumeurs.)

Messieurs, la conduite du cabinet a-t-elle ménagé tous ces intérêts? A-t-elle réussi à les concilier? Je ne le pense pas. C'est pour cela que je soutiens le projet de la commission. M. le président du conseil, dans son habile et lucide argumentation de la dernière séance, s'est fondé sur deux raisons. Les traditions des cabinets antérieurs et la valeur même des engagements que la France a contractés. J'examinerai ces deux motifs.

Quant aux traditions des cabinets antérieurs, je demanderai à la chambre la permission de lui soumettre de courtes observations. Non-seulement aucun des cabinets antérieurs n'avait évacué Ancone; mais encore aucun n'avait été amené à exprimer son opinion sur ce point et à s'arrêter à une résolution. (Agitation.) Je n'entends pas ici parler du cabinet du 22 février; M. Thiers saura bien expliquer la dépêche. Je veux ici parler du cabinet du 11 octobre. Ce ministère n'a pas été appelé à prendre sur l'occupation d'Ancone une résolution. On en est réduit à induire seulement ce qu'il aurait fait de dépêches incomplètement connues.

Quant à la dépêche du cabinet du 11 octobre citée à cette tribune, ce n'est pas elle qui a porté M. le président du conseil à évacuer Ancone. Elle a été sans influence sur cette détermination; car cette dépêche, M. le président du conseil ne la connaissait pas. Il n'y a que quelques jours qu'elle lui est connue, il vous l'a dit lui-même. Cependant c'est la seule où se trouve l'opinion du 11 octobre sur cette question; la résolution de M. le président du conseil a donc été complètement indépendante des traditions du cabinet du 11 octobre. (Rumeurs.)

Quant aux traditions des ministères antérieurs, je ne les trouve pas conformes à la résolution prise; je demande à la chambre la permission de mettre sous ses yeux le langage de M. Périer, lorsqu'il venait parler à cette tribune de l'occupation d'Ancone et des motifs qui l'avaient fait entreprendre. L'orateur lit un passage d'un discours de M. Périer, le 7 mars 1851, dans lequel ce ministre déclare que l'occupation d'Ancone a été résolue pour empêcher les interventions périodiques des Autrichiens en Italie, ce qui pouvait entraîner l'Europe dans de graves collisions, et pour assurer la tranquillité du gouvernement pontifical par des modifications efficaces et durables aux institutions des Marches et des Légations.

Messieurs, continue M. Guizot, la pacification des Légations était un des motifs de l'occupation d'Ancone; mais elle était un but essentiel de l'occupation. On a prétendu que jamais M. Périer n'avait voulu rendre l'occupation permanente; nous n'avons jamais contesté ce point. Nous soutenons seulement que le but essentiel de l'expédition était de rétablir la tranquillité en Italie et d'assurer la sécurité de l'Europe par l'établissement d'institutions libérales dans la Romagne. Je déclare, bien que ce fait ait été contesté par M. le président du conseil, que des négociations ont eu lieu pour arriver à ce résultat. Je ne puis lire des dépêches que je n'ai pas; mais il y a un *memorandum* de 1851, et des réponses faites par le Saint-Siège, je demanderai le dépôt sur la tribune de ces pièces : vous voyez donc que la France a fait des démarches pour obtenir des institutions pour la Romagne, vous verrez par les lettres du cardinal Perneti que le Saint-Siège s'était engagé à donner aux puissances satisfaction et des garanties de sûreté.

On a prétendu qu'il n'y avait pas là engagement véritable. Comment donc? vous demandez au Saint-Siège des améliorations dans son gouverne-

ment; vous recevez des réponses formelles, et tout cela est de nulle valeur, ou n'a pas existé! Il y a une inexactitude à dire qu'aucune demande ait été adressée au Saint-Siège par le cabinet du 11 octobre. Qu'on vous communique la dépêche du 25 mars 1853, et vous verrez qu'on pressait l'exécution des promesses du Saint-Siège.

Le cabinet autrichien avait envoyé à Rome un plénipotentiaire chargé de négocier avec le Saint-Siège, relativement aux promesses qui avaient été faites aux Légations. Le gouvernement français comprit qu'il ne devait pas gêner l'intervention de l'Autriche, qui était le meilleur moyen d'arriver au but, en vue duquel la convention du 16 avril 1852 avait été conclue. Au lieu d'entraver cette intervention, il s'effaça donc momentanément, faisant voir par là que la meilleure politique est celle qui marche vers son but, même aux dépens de son amour-propre. (Approbation aux extrémités.)

L'honorable orateur lit la dépêche dont il a parlé, et qui porte la date du 5 mars 1853.

Dans cette dépêche, le ministre des affaires étrangères se félicite de l'intervention de l'Autriche auprès du Saint-Siège. La cour de Vienne, y est-il dit, nous trouva toujours aussi empressés que nous l'avons été de nous unir à elle pour faire entrer le Saint-Siège dans une voie salutaire, et elle peut compter sur la loyauté de notre concours.

Certes, poursuit M. Guizot, je ne crois pas qu'il y ait de politique plus honorable que celle qui a inspiré cette dépêche. (Rumeurs.)

Je le répète, il faut se dévouer à son but et savoir mettre l'amour-propre de côté; mais quand on voit que son but n'a pas été atteint, alors il devient essentiel d'agir, et lorsqu'on a entre les mains le gage de ses prétentions, on peut très légitimement retener ce gage. (Rumeurs.)

Je tiens pour évident, d'après ce que je viens de rappeler à la chambre, que les cabinets du 13 mars et du 11 octobre n'ont jamais abandonné la Romagne, et que jamais ils n'ont eu l'idée de renoncer à l'occupation d'Ancone avant d'avoir atteint leur but.

L'orateur recherche quelle a été la portée de la convention de 1852 et de l'engagement consenti par la France. Selon lui, la France avait le droit de stipuler, en évacuant Ancone, toutes les garanties que peut nécessiter l'avenir, et de prendre ses précautions dans la prévision du retour des Autrichiens à Ancone.

Soutenir le contraire, poursuit M. Guizot, est une chose impossible. Une autre position que celle que je viens d'indiquer, toute autre position eût été inacceptable. (Rumeurs.) Vous aviez la plénitude de votre droit; vous pouviez demander des garanties pour l'avenir. Voilà ce que le gouvernement avait voulu en 1851. En défendant le maintien de cette politique, je ne demande qu'une chose, je ne demande que l'égalité entre l'Autriche et la France. (Rumeurs au centre.)

M. Guizot rappelle que dans un discours prononcé en 1852, lorsqu'il était aux affaires, il proclamait hautement l'intention qu'avait le pouvoir de combattre pied à pied et jusqu'au bout l'influence autrichienne en Italie. Je persiste, poursuit-il, dans cette politique, elle est conforme à nos vœux et à nos sympathies pour la paix générale. Elle repousse la propagande, mais elle cherche sans cesse à dominer par l'influence. (Rumeurs.)

Messieurs, je m'étonne de l'attitude qu'on veut nous faire prendre. Eh quoi! l'on n'est pas content d'être sorti d'Ancone, on veut que nous ayons eu tort d'y entrer! Il ne suffit pas que cette situation ait été perdue, on veut qu'elle n'ait jamais été prise. A chacun ses œuvres, à Casimir Périer l'occupation d'Ancone, aux ministres qui lui ont succédé le maintien de cette position; à vous l'évacuation. L'orateur cherche à établir que l'occupation d'Ancone était un fait de la plus grande importance, non seulement sous le point de vue des intérêts de la France, mais encore sous le point de vue des intérêts européens. Savez-vous, dit-il, quel était le résultat de la présence d'une poignée de soldats français et de quelques canons sur un point qui domine toute l'Italie? ce résultat, c'était une satisfaction et une espérance données aux bons esprits; c'était une contrainte imposée aux mauvais esprits. (Rumeurs en sens divers.)

En terminant, M. Guizot insiste sur cette considération. Il est du devoir de la France, s'écrie-t-il, d'empêcher que la tempête n'éclate sur l'Europe; Ancone était un point d'où elle pouvait protéger par sa sagesse la sécurité de l'Italie et de l'Europe; c'est un malheur que ce point ait été abandonné. Le ministre est allé bien au-delà des engagements qui pesaient sur nous. Je vote pour le paragraphe du projet de la commission.

La séance reste quelques instants suspendue.

M. Thill a la parole.

M. THILL : Je ne viens pas, Messieurs, m'interposer dans ce débat pour défendre telle ou telle position, et empêcher la circulation de quelques portefeuilles. Messieurs, de quoi s'agit-il, d'une mesure législative attaquée avec force et chaleureusement défendue.

Non, Messieurs, le débat a une plus haute portée, il touche au droit international et à la foi jurée, à la foi des traités. (Oui! oui!) Depuis plusieurs jours, Messieurs, je suis dans une sorte de perplexité; car des vérités qui m'ont toujours paru incontestables, sont débattues et controversées de la part d'hommes d'un grand talent et d'une haute probité (agitation), et cette obscurité jetée sur le juste et le vrai m'étonne et m'effraie. Je ne veux pas rechercher si nous avons le droit d'y rester. (Agitation.)

L'orateur déclare que le traité du 7 avril a été solennellement juré en face des cabinets étrangers, et que la France n'aurait pu le rompre sans rougir. La convention du 7 avril en effet, soutient M. Thill, n'avait d'autre but, qu'un but unique; l'occupation d'Ancone n'avait d'autre but que d'empêcher l'influence autrichienne dans la Romagne. Le traité est d'une clarté manifeste, et il y aurait presque félonie à ne pas l'exécuter.

L'orateur termine après avoir discuté les documents, et en engageant à bien se pénétrer qu'il s'agit de prononcer sur la foi jurée.

M. CHAIX-D'EST-ANGE : Messieurs, la question que vous débattiez en ce moment a été envisagée sous deux faces : la France avait-elle le droit de prolonger son occupation d'Ancone; avait-elle intérêt à le faire? Je vous demande la permission d'examiner en peu de mots cette question.

Messieurs, avant d'entrer dans cette examen, j'éprouve le besoin de protester contre les insinuations de l'honorable préopinant, qui a déclaré qu'il ne voulait pas gêner la circulation des portefeuilles. (Violentes rumeurs.)

On a fait intervenir dans un débat des hommes auxquels on suppose un seul but, celui de devenir ministres. Quant à moi, je place les hommes plus haut dans mon estime; pour eux, pour vous, pour l'honneur de nos débats, je ne voudrais jamais dire, je ne voudrais jamais penser que des hommes qui viennent apporter leurs convictions à cette tribune, et qui les défendent avec chaleur, ne sont que des ambitieux.

Une parole a été dite, et je tiens à la relever. On vous a dit que la question d'Ancone était un fait; ce n'est point là, messieurs, mon idée; il est impossible de dire une parole qui soit mieux démentie par la politique immémoriale du cabinet français et par les faits même qui se sont passés. La politique du cabinet français a toujours été de s'opposer constamment à l'agrandissement de la maison d'Autriche en Italie, et à son établissement permanent et durable en Italie : c'est dans ce but que la France a toujours voulu avoir une porte ouverte en Italie. Cette politique a toujours été celle de la monarchie et de l'empire; mais en 1815, dans les traités que nous subissons et que nous devons subir, on fait la part de l'Autriche, on lui donne en Italie une position nouvelle, mais en lui assignant minutieusement les limites; ces limites c'étaient la ligne du Pô qu'il leur était interdit de passer. Maintenant, comment a eu lieu l'occupation d'Ancone? Vous en savez les causes, les troubles de la Romagne en 1851, et l'entrée des Autrichiens dans les Légations.

L'honorable M. Chaix-d'Est-ANGE passe ici en revue les événements de 1851 et les démarches faites auprès du Saint-Siège pour obtenir des concessions qui empêchassent le retour de soulèvements dans la Romagne. La France, poursuit l'orateur, par ses négociations avec le Saint-Siège, voulait établir la tranquillité dans les états du pape, afin d'ôter tout prétexte d'intervention autrichienne. Ce fut là ce qui engagea la France à adresser au Saint-Siège le *memorandum*, qui fut suivi de réponses du gouvernement pontifical, réponses qui ont été refusées à la commission et qui cependant étaient nécessaires, indispensables même pour l'appréciation des faits.

Malgré ce refus de communiquer ces pièces, nous avons assez de documents pour savoir que le Saint-Siège ne répondit pas par un refus formel; bien au contraire, il accepta le *memorandum*, et s'engagea à accorder les modifications qu'on réclamait du gouvernement des Légations. Le gouvernement pontifical fit plus, il commença la réforme réclamée, plusieurs édits furent successivement promulgués; mais loin d'apaiser les esprits, ces édits, qui n'étaient que des modifications dérisoires, excitèrent une révolte plus énergique que la première; révolte qui nécessita la nouvelle intervention de l'Autriche. Alors, il est vrai, la France ne parla plus de réformes, elles avaient été trop mal accueillies; mais elle s'empara d'Ancone pour se mettre en position de combattre l'influence autrichienne en Italie, et pour pacifier les Légations et les Marches. Il n'y a donc pas en dans l'occupation d'Ancone un simple fait, il y a eu de plus une idée : cette idée a été de persévérer dans la politique immémoriale qui s'est toujours opposée à la domination de la maison d'Autriche en Italie; cette idée s'est manifestée dans l'occupation d'Ancone; il s'agit de savoir maintenant si le fait de cette occupation était ou non profitable aux intérêts de la France, et s'il fallait garder Ancone ou l'abandonner.

L'orateur cherche à établir ici qu'Ancone a été considérée de tout temps comme un point militaire d'une haute importance. Il cite à l'appui de son opinion un mémoire rédigé en 1834 par un lieutenant-général au service de Naples. L'auteur de ce mémoire signale les embarras de l'Autriche en Italie, et indique comme le moyen le plus efficace de s'y opposer, l'union politique de Naples et de la France et l'occupation d'Ancone par la France.

L'orateur recherche ensuite quelle est la nature des engagements qui liaient la France, pense que deux conventions doivent être invoquées de part et d'autre dans cette question, d'abord les notes diplomatiques de 1851, d'après lesquelles le pape avait pris l'engagement de donner des institutions libérales à ses états; en second lieu, les notes diplomatiques de 1852 qui subordonnaient l'évacuation d'Ancone à la retraite des Autrichiens.

M. Chaix-d'Est-ANGE soutient que les notes de 1851 devaient être exactes aussi bien que celles de 1852. Il ne croit pas, du reste, que la convention de 1852, à ne considérer que cette convention, dut lier la France d'une manière rigoureuse.

L'orateur invoque à l'appui de son opinion un précédent. Il rappelle que lors de la guerre d'Espagne en 1825, des traités formels nous obligeaient à quitter la Péninsule à une époque déterminée. Néanmoins, dit-il, le gouvernement français donnait l'ordre à son ambassadeur de menacer le roi d'Espagne de la rentrée de nos troupes dans ses états, s'il ne suivait pas une politique conforme aux vœux et à l'influence de la France.

L'orateur soutient ici que nous avions le droit de rester à Ancone jusqu'à ce que les Autrichiens eussent évacué la Romagne, et que le pape eût assuré la tranquillité de l'Europe, en donnant des institutions qui missent les états du Saint-Siège à l'abri du retour d'une invasion des Légations. Messieurs, il s'est élevé, poursuit M. Chaix-d'Est-ANGE, un incident qui touche aux droits de la chambre, à la loyauté de ses délibérations, et à celle du gouvernement représentatif, je demande à en dire un mot. (Violentes rumeurs.) Messieurs, quel est ici notre but? quelle est notre mission? (Nouvelles rumeurs.) Nous devons nous demander si la politique du cabinet actuel est ou non conforme à la dignité et aux intérêts du pays. Il s'agit de savoir si la politique du cabinet est bonne ou si elle est mauvaise. Le cabinet nous demande une approbation et d'un autre côté on veut que nous le condamnions? Nous sommes donc juges! mais juges de quoi? Est-ce de discours seulement? Non, messieurs; sans doute il faut tenir compte des discours, mais il faut aussi consulter les documents qui viennent à l'appui de ces discours. (Vives rumeurs.) Quoi! vous voulez que nous approuvions votre politique et vous ne voulez pas nous mettre au courant de votre politique? on a dit que nous combattons sans pièces, je me trompe, nous seuls combattons sans pièces, on en a pour nous combattre. (Nouveaux murmures au centre. — Approbation sur quelques bancs de la gauche.)

Messieurs, je ne me préoccupe ici que de la question de principe. Mais encore faudrait-il avoir pour nous guider des pièces, tandis que nous sommes appelés à juger comme des aveugles. La partie intéressée se trouve sans doute au-dessus des soupçons; mais cependant, il est impossible qu'elle puisse venir ici nous imposer ses pièces, ne citant que celles qui peuvent lui convenir, et laissant à son gré de côté les autres, qui souvent changent la face

venez de voir, et dont vous avez ri, a été le type le plus accompli d'une élégance sans exemple, et d'une gloire sans égale. On payait dix louis pour apprendre, de son valet de chambre, comment il faisait le nœud de sa cravate, et on se battait pour trouver place à un concert, lorsqu'il y chantait. Il est l'inventeur de cette manie absurde, transmise jusqu'à notre génération inclusivement, de porter un lorgnon quand on a la vue excellente! Je ne saurais vous dire combien d'impertinences sans exemple il a commises impunément; combien de ridicules il a fait adopter durant quinze ans par la France et par l'Europe entière.

— Et quel est-il donc?

— Garat! Garat, neveu d'un ministre de la justice et d'un sénateur! Garat, dont la voix s'est plus d'une fois unie à la voix de la reine Marie-Antoinette pour chanter des airs italiens; Garat, arrivé à Paris d'Ustaritz, son pays natal, sans autre fortune que l'art de faire des roulades, et qui, dix mois après son arrivée, se promenait dans Paris, en donnant le bras au frère du roi, au comte d'Artois! Entouré de quelques amis, le cadet de famille vint, un beau jour, sans un sou en poche, dans la grande allée du Palais-Royal, alors réunion du monde élégant. Là, par oisiveté, et pour complaire à quelques étourdis qui lui avaient payé à dîner, il s'avisa d'imiter la méthode de chant des acteurs italiens, alors en vogue. On fit cercle autour de lui, on l'admira, on l'applaudit, on se passionna, et pendant huit jours, Paris ne s'entretenait que du jeune provincial et de sa voix merveilleuse!

La reine et le comte d'Artois, comme je vous l'ai dit, adoptèrent alors Garat, en firent leur société intime, payèrent cinq ou six fois ses dettes, et lui valurent l'honneur d'être traité, en 1795, comme suspect. Grâce à son talent et à sa voix divine, il sauva sa tête, se rendit sa prison douce, trouva les moyens de passer en pays étranger, et à l'exemple des plus nobles émigrés, qui tiraient, pour vivre, parti de leurs talents, quand ils en avaient, Garat, réuni par le hasard à Rodé le violoniste, donna des concerts à Hambourg, où son succès fut sans exemple. Il rentra vers 1798 en France, et chanta d'abord dans les concerts de Feydeau et de la rue de Cléry. Sa voix, l'étrangeté de ses manières, l'afféterie de son langage, et jusqu'à son costume ridicule, le rendirent l'objet d'un engouement sans exemple. Il devint le coryphée de la mode et l'idole des femmes. Type des *incroyables* et des *misérables*, on copiait la coupe des habits de Garat, on imitait les plus des cravates et la forme des lorgnons

de Garat; on ne voulait chausser que des bottes à la Garat, et balancer à la main que des badines, comme celles que Garat avait mises en faveur. On supprima, dans le langage, l'R qu'il avait frappé d'anathème; enfin l'on tolérât en lui des caprices, des manques de savoir-vivre, et des boutades qui eussent, vingt fois, fait jeter tout autre par la fenêtre.

Il est vrai que jamais on n'entendit voix plus suave, plus dramatique, plus accomplie que la sienne. Ce n'était ni un ténor, ni une basse, ni une haute-contre, ni un baryton : c'était un concordant, c'est-à-dire un résumé de toutes les voix, un composé de tous les registres. Dans la même soirée, Garat chantait souvent les airs : *Sei morelli* écrit pour basse, *no questa anima* écrit pour ténor, un rondeau de Mazalini écrit pour soprano, et le duo d'*Armide* qu'une haute-contre peut seule chanter. Rien ne saurait donner une idée ni de la grâce et de la légèreté avec lesquelles il savait dire des chansonnettes, ni de l'expression sévère et sublime par laquelle il caractérisait les chants graves et élevés de Pergolèse et de Gluck.

L'Empire arriva : l'oncle de Garat, sénateur et ministre, ne voulut plus permettre à son neveu de chanter en public, et lui fit une pension assez considérable pour que l'artiste ne parût plus, pour de l'argent, dans les concerts. Garat renonça donc à ses succès, mais non pas à ses impertinences. Je vais vous en donner une preuve. Il s'était chargé de mettre en musique une romance dont j'avais composé les paroles, et chaque fois que je le rencontrais, il me disait avec une fatuité dérisoire : *Mon cher je n'ai pas enco-e t-ouvert une idée, ma pa-ole d'honneur*. J'allais donner ma romance à Boieldieu, quand voici que je me heurte un matin contre Garat, rue Neuve-des-Petits-Champs. Il me saisit par le bras, m'entraîne vivement, franchit la porte d'un hôtel, monte sur le palier du premier étage, et là me crie : *J'ai t-ouvert*. Puis il se met à entonner ma romance à pleine voix. Les personnes qui habitaient la maison, attirées par le bruit, ouvrent les divers appartements, et se groupent sur l'escalier pour assister à ce concert de nouvelle sorte. Alors Garat sort de sa feinte distraction, me lâche, s'enfuit à toutes jambes et me laisse là, stupéfait et déconcerté; car je croyais qu'il ne m'avait fait entrer dans cet hôtel que pour me conduire chez quelqu'un de ses amis.

On oublie vite à Paris. Donc, dès que Garat eut cessé de chanter en public, on ne s'occupa plus de lui, et l'on se passionna pour d'autres artistes; Nourrit père, Garcia, Bordogni et Adolphe Nourrit. Nommé profes-

seur au Conservatoire, Garat se consola de l'interdit jeté sur sa voix par son oncle, en faisant plusieurs élèves parmi lesquels il faut citer Ponchard, Levasseur et Mmes Branchu, Rigaut-Palard, Duret et Duchamps. Il se prit d'amour pour cette dernière élève, que vous avez vue tout à l'heure avec lui et l'épousa... Vous venez de voir ce qu'il reste, aujourd'hui, du grand chanteur et de l'homme à la mode : une voix éteinte et un vieillard ridicule.

— Et un grand nom! interrompit le jeune homme; un nom qui ne s'oublie jamais, et qui tiendra toujours un rang éminent dans l'histoire des arts musicaux et dans les fastes lyriques!

— Belle fumée! interrompit Coupinoy avec sa grimace railleuse et pleine de dédain... Eh bien, jeune homme, vous connaissez à présent, par Arnault et par Garat, quelle est, et ce que vaut la carrière dans laquelle vous allez entrer. Un peu de renom, contesté tant que ce renom existe, et oublié et foulé aux pieds dès qu'il ne brille plus dans tout son éclat! Il y a pourtant quelque chose de plus triste encore, ajouta-t-il en regardant en face le jeune homme. Oui; et ce quelque chose c'est de se croire une vocation d'artiste et de se tromper; c'est de rester à l'entrée de l'arène, sans pouvoir même y combattre; c'est de tomber parmi les gladiateurs, sans être vu de personne, et sans que les spectateurs songent même à lever la main, pour montrer que leur ponce pliée ou dressée, décide de la vie ou de la mort du gladiateur. Adieu, monsieur Victor!

Puis il se leva brusquement et laissa là, debout et le cœur plein d'une tristesse amère et d'un découragement absolu, le pauvre jeune homme dont une larme mouillait les yeux.

En effet, le cruel vieillard venait de prédire toute sa destinée à cet enfant qui devait un jour maudire l'art au milieu des vapeurs mortelles de l'asphyxie, et tracer d'une main mourante les vers suivants, signés du nom de Victor Escousse.

Adieu, trop inféconde terre,  
Fléaux humains, soleil glacé,  
Comme un fantôme solitaire,  
Inaperçu, j'aurai passé.  
Adieu palmes immortelles,  
Vrai songe d'un âme de feu;  
L'air manquait, j'ai fermé les ailes.

Adieu!

S. HENRY BERTHOUD.



de la question. Puis l'on veut que nous jugions! (Rumeurs.) On lit ce qu'on appelle des fragments complets faits à loisir. (Violentes rumeurs.) Eh quoi! on veut que nous approuvions sur paroles! Mais alors il ne sera désormais plus nécessaire d'obtenir de preuves, et il faudra toujours s'en tenir aux paroles du cabinet. (Nouveaux murmures.) L'orateur continue à se plaindre du peu de confiance qu'a montré à la chambre le ministère actuel. Il déclare, en terminant, que l'évacuation d'Ancone n'aurait dû être effectuée qu'après avoir obtenu le résultat pour lequel l'expédition avait été entreprise, c'est-à-dire l'évacuation de la Romagne et la pacification des Légations par l'octroi d'institutions libérales. (Rumeurs.)

M. Thiers paraît à la tribune. Les cris aux voix se font entendre avec une intensité remarquable. M. Jacques Lefebvre monte de son côté à la tribune. Les deux honorables membres ne peuvent parvenir à se faire entendre.

M. THIERS : Messieurs, je ne veux pas garder la parole contre la volonté de la chambre.

QUELQUES VOIX : Parlez! parlez! — Consultez la chambre.

M. THIERS : Il est bien entendu que la chambre peut écouter les explications que j'ai à lui donner ou refuser de les entendre.

M. LE PRÉSIDENT : Je vais consulter la chambre.

La chambre se prononce contre la clôture (Les cris aux voix continuent à se faire entendre avec autant de force.)

M. Jacques Lefebvre paraît à la tribune.

M. JACQUES LEFEBVRE cherche à établir que M. Casimir Périer n'a jamais eu l'idée de lier l'occupation d'Ancone aux promesses du Saint-Siège.

L'honorable orateur poursuit son argumentation au milieu d'un tel bruit, que nous ne pouvons saisir la fin de son discours.

Les cris : aux voix recommencent avec plus de force quand M. Thiers paraît à la tribune. Le calme se rétablit au bout de quelques instants.

M. THIERS : La chambre comprendra, messieurs, dans une question aussi grave, que lorsque deux politiques sont en présence, je désire donner quelques explications. J'ose espérer que la chambre m'écouterait avec indulgence; je serai bref, mais j'ai besoin d'une profonde attention.

Messieurs, je tâcherai de réduire la question à ses termes les plus simples. On a parlé d'une dépêche qui porte ma signature et au sujet de laquelle on m'a accusé d'avoir voulu violer les traités. Je n'ai jamais voulu violer les traités, j'ai voulu uniquement obtenir du temps. Il s'agissait d'assurer à la France les garanties qu'elle était en droit d'exiger.

Je ne dirai que peu de mots des engagements pris, soit par le pape envers la France, soit par la France envers le pape. Je me préoccupai d'abord de cette question : est-il vrai que la France ait affiché des prétentions extraordinaires en réclamant du Saint-Siège pour les Légations des institutions libérales? Si cela était vrai, messieurs, ce ne serait pas nous qu'on inculperait, ce serait Casimir Périer lui-même, ce serait l'expédition d'Ancone. Mais je repousse cette inculpation, elle aurait quelque fondement si nous n'étions allés à Ancone que pour réclamer les institutions libérales dont il s'agit. Or, il n'en est point ainsi, des troubles ayant éclaté dans la Romagne, les Autrichiens y sont allés à deux reprises différentes. Si le pape avait réprimé à lui seul les mouvements des Légations, nous n'aurions eu aucune prétention à élever; en provoquant au contraire l'intervention de l'Autriche, il a rendu légitime l'intervention de la France. Quiconque appelle son voisin donne, non pas à un, mais à deux, mais à trois, mais à tous ses voisins, le droit de se mêler de ses affaires. (Rumeurs prolongées.) C'est ce que comprit Casimir Périer lorsqu'il conçut le plan de l'expédition d'Ancone et qu'il ordonna cette expédition. Dans la politique internationale, un peuple ne peut pas recourir impunément à un autre peuple. Si la Russie était appelée à se mêler des affaires de l'empire ottoman, croyez-vous que l'Angleterre y consentirait? Si l'empire ottoman réclamait l'intervention de l'Angleterre, ne pensez-vous pas que la Russie y mit opposition? (Mouvement en divers sens.) Les grands États veillent sans cesse à ce que l'équilibre territorial ne soit rompu. Si Casimir Périer s'était borné à opposer à l'intervention de l'Autriche une autre intervention, il aurait eu recours à une politique d'expéditions, à une politique indigne de lui et de la France; alors vous auriez été dans votre droit en disant que l'occupation d'Ancone n'était qu'un fait violent, un fait sans idée. (Rumeurs.)

Pour que ce fait eût l'importance que la France devait y attacher, il fallait que l'indépendance de l'État romain fut garantie, il fallait donner à ces provinces une situation qui fût de nature à satisfaire les esprits. Telle fut la prétention de la France en 1851; cette prétention était raisonnable, ce qui le prouve, c'est que les puissances européennes y adhèrent sans réclamation, et envoyèrent leurs plénipotentiaires à la conférence qui fut ouverte pour cet objet.

Messieurs, vous comprenez tous quel puissant intérêt à la France à ce que les Autrichiens ne puissent faire incessamment des courses dans le midi de l'Italie. Il est essentiel que Rome ne subisse l'influence d'aucune puissance européenne, car c'est à Rome qu'est le chef de la catholicité. L'Europe ne peut consentir à ce que Rome appartienne à tel ou tel de ses États. C'est là ce qui a été l'objet de la querelle permanente de l'empire et de la France, alors qu'ils se disputaient l'Italie. L'influence de la religion, si puissante au moyen-âge, n'est pas perdue, croyez-le bien. Rome a encore une immense prépondérance dans le monde, il ne faut donc pas l'abandonner à une puissance rivale. (Sensation.)

Messieurs, ce que demande la France, ce que les puissances de l'Europe ne contestaient pas, c'était un état régulier pour les provinces de la Romagne. Cet état pouvait seul remédier à la source du mal, alors au lieu d'interventions accidentelles et sans cesse renouvelées, nous aurions eu de fortes garanties dans la constitution d'un pays qui aurait marché désormais avec le siècle.

Les promesses du Saint-Siège n'ont pas été remplies; la situation de l'Italie est toujours la même. Trouvez-vous étonnant dans cet état de choses que le gouvernement ait désiré ardemment la continuation de l'occupation d'Ancone? Il aurait fallu qu'il fût dépourvu de tout jugement, pour ne pas avoir ce désir. (Sensations diverses.)

Messieurs, il ne faut pas se fier avec imprudence à l'état de calme dans lequel paraît être l'Italie. Un pays peut être calme bien que tous les cœurs fassent des vœux; une pareille situation mérite la plus sérieuse attention. En 1850, nous ne conspirions plus, mais il y avait au fond de tous les cœurs des desirs honnêtes, sincères. Vous avez vu ce qui est arrivé. Je vous le répète, messieurs, bien qu'un pays soit calme et rassuré quand tous les cœurs souffrent et désirent, son état mérite la plus sérieuse attention. (Rumeurs en divers sens.)

Un tel pays doit éveiller plus de sollicitude que celui qui s'agite, que celui qui conspire. (Marques d'approbation.)

Messieurs, l'opinion que je viens d'émettre n'est pas douteuse. Voilà pourquoi j'avais toujours craint une imprudence de la part du gouvernement; j'avais le doute qu'on fit cesser en Italie le statu quo. Il est possible que le Saint-Siège n'ait pas pu remplir ses promesses, il avait à lutter, je l'avoue, contre une grande difficulté; mais de notre côté il n'était ni sage, ni prudent de changer l'état actuel des choses en Italie. J'ai toujours cru que le Saint-Siège, s'il demandait l'évacuation d'Ancone, et les puissances étrangères si elles appuyaient cette demande, commettrait une faute sérieuse.

Dans le cas où le gouvernement français aurait prévu certaines éventualités, dans le cas où il se serait dit que les Autrichiens, bien qu'ils aient quitté la Romagne, peuvent y rentrer en un instant, parce qu'ils sont sur le bord du Pô, dans ce cas là, je vous le demande, le gouvernement français n'aurait-il point été imprévoyant en évacuant Ancone?

Quelles seraient, messieurs, je vous le demande, les manifestations de l'opinion publique en France, si l'on apprenait que les Autrichiens sont rentrés dans Ancone? (Vives rumeurs.)

Toute la France ressentirait une émotion extrême, le gouvernement serait sollicité de toutes parts d'intervenir; mais il se ferait illusion sur l'état des esprits en Italie, s'il croyait qu'une nouvelle expédition sur Ancone fût aussi facile que la première. M. le président du conseil a parlé de 100 mille hommes et de 100 millions; mais M. le président du conseil n'aurait-il pas dû préférer à ces périlleuses extrémités quelques difficultés diplomatiques?

Nous avons toujours besoin d'influence en Italie, ce qui s'est passé dans diverses circonstances, ce qui se passe surtout avec le gouvernement de Modène, qui a donné asile à Mme la duchesse de Berri, l'atteste hautement. Eh bien! l'occupation d'Ancone était un fait moral d'une portée immense pour nous assurer cette influence, nous avions entre les mains un gage dont nous ne devions pas nous dessaisir.

Lorsque j'ai écrit la dépêche dont on a parlé, j'étais résolu à demander au pape, en me fondant sur les circonstances que je viens d'énoncer, la prolongation de l'occupation d'Ancone.

Vous comprenez quel était l'objet de ma dépêche; je craignais ce qui est arrivé; je craignais qu'au lieu de négocier avec la France, Rome s'entendît uniquement avec l'Autriche; je craignais que Rome ne dit à l'Autriche : « Evacuez les Légations, » et qu'elle nous dit ensuite : « Les Autrichiens ont évacué Ancone. » Je craignais en un mot, que nous fussions forcés d'évacuer sans discussion.

Ce que j'avais prévu était-ce une fausse prévision? Comment les choses se sont-elles passées? M. le président du conseil vous l'a dit lui-même; le plé-

niplentaire de Rome a vu M. de Metternich; l'Autriche a évacué et on a dit à la France : Retirez-vous.

Messieurs, ma prétention était celle-ci : je voulais qu'en vertu d'engagements verbaux on ne pût sortir des Légations, et ne provoquer par là l'évacuation d'Ancone qu'autant qu'on se serait entendu avec la France. Tel était le sens de ma dépêche. (Assentiments sur les bancs de la gauche.)

Disais-je qu'il fallait ne jamais évacuer Ancone? Non! Je disais que le gouvernement français ne voulait pas de spoliation; je disais qu'Ancone appartenait au pape; mais je voulais prémunir les agents de la France contre la combinaison que je redoutais et qui s'est réalisée. Dans mon opinion, la France se devait à elle-même de ne pas sortir d'Ancone sans avoir été consultée. (Mouvements divers.)

Messieurs, je vous l'ai déjà dit, nous avions, dans le moment actuel, le plus grand intérêt à ne point quitter Ancone. Ce qui se passe en Allemagne et en Prusse, les différends qui existent entre Rome et Naples devaient nous faire désirer le maintien du statu quo. Qu'on ne dise point que les puissances étrangères auraient réclamé, nous aurions eu pour leur répondre les mains pleines de bonnes raisons. Lorsque les puissances étrangères ont occupé Cracovie, elles s'étaient formellement engagées à n'y rester que quelques mois. Eh bien, elles y sont encore. Je ne proteste pas contre la durée de cette occupation. Certaines circonstances peuvent l'avoir nécessitée; mais puisque nous avons souffert que les puissances étrangères restassent à Cracovie, auraient-elles pu se plaindre dans le cas où nous serions restés à Ancone.

Je suis convaincu que si l'on avait négocié, et que la France eût déclaré avec tous les ménagements convenables, soit à Rome, soit à Vienne, qu'elle n'évacuerait qu'après avoir obtenu des garanties, je suis convaincu que la France eût été écoutée, et que nous n'aurions pas évacué Ancone. Je n'hésite pas à dire que si l'évacuation a été demandée, c'est parce qu'on a vu des dispositions à céder. (Rumeurs au centre.) Je suis convaincu que si j'étais resté à la tête du cabinet, on ne l'eût pas demandée. (Vives rumeurs. — Marques d'incrédulité.) On savait bien que toute explication préliminaire empêcherait l'évacuation. Aussi ne nous a-t-on pas prévenus; on s'est entendu entre le Saint-Siège et l'Autriche à Florence. Puis on vous a dit que les conditions du traité étaient exécutées, que dès lors nous n'avions plus qu'à évacuer Ancone : ou le cabinet a négocié, ou il n'a pas négocié; s'il a négocié, je ne comprends pas qu'on n'ait pas fait valoir avec plus de force les intérêts de la France et sa dignité. (Rumeurs.)

Si l'on n'a pas négocié, si seulement on vous a donné un avis officieux de la convention de Florence; si la France a consenti à l'évacuation d'Ancone sans qu'on ait traité avec elle, je dis qu'en ce cas l'évacuation est une indignité pour nous et qu'on a manqué à la dignité et à l'honneur de la France. (Murmures au centre. — Approbation sur quelques bancs de la gauche.)

Je ne comprends pas que vous ayez négocié; vous avez sacrifié l'intérêt de la France.

M. MOLÉ, président du conseil : Messieurs, il m'importe beaucoup de rétablir les faits sur lesquels se sont égarés les orateurs qui ont successivement occupé cette tribune. On nous a dit, messieurs, c'est le point sur lequel a roulé toute l'argumentation de l'un des préopinants, l'honorable M. Chaux d'Est-Angé, on nous a dit : Vous vous êtes bien empressés de remplir vos obligations, mais ceux qui en avaient pris avec vous les ont-ils remplies? Que sont devenues les promesses du Saint-Siège après le memorandum du 21 mai 1851? Cependant je dois ajouter qu'on a bien voulu reconnaître que la convention du 16 avril 1852 n'était pas étroitement liée dans les termes avec l'accomplissement de ces prétendues promesses.

Il est temps, messieurs, d'éclaircir ce fait; car il joue un rôle important dans la discussion. Voici donc l'histoire du fameux memorandum du 21 mai. Messieurs, ce memorandum a été présenté au Saint-Siège par une conférence qui n'avait rien d'officiel, mais dont le caractère était analogue à celui de la réunion que le président du conseil du 13 mars convoqua par la suite auprès de lui. Eh bien! cette conférence présentée au Saint-Siège, à titre de conseil et de représentation amicale, un ensemble de mesures au moyen desquelles une satisfaction raisonnable aurait été donnée aux justes griefs des Légations.

Ici, messieurs, il y a un point fort important qu'on a omis et qu'il est essentiel de rétablir; car c'est le point de départ. Savez-vous comment cette proposition était née, comment elle avait été introduite? On ne vous a pas dit que préalablement le saint-père avait demandé aux cinq puissances un acte de garantie pour le maintien de sa souveraineté temporelle contre toute tentative de révolution. Et alors voici ce qu'avait répondu M. Périer : La France ne peut pas s'associer à une garantie de cette espèce, à moins que le saint-père ne lui donne à son tour des garanties d'un ordre différent, c'est-à-dire des institutions. (Dénégations.) Permettez, les pièces sont aux archives des affaires étrangères.

M. ODILON BARROT ? Elles devraient être ici.

M. MOLÉ, président du conseil : Messieurs, on fait beaucoup d'efforts pour que ces pièces ne restent plus long-temps entre mes mains. Eh bien! je défie mon successeur de prouver ici que j'ai rien dissimulé. (Mouvements divers.)

M. THIERS : Vous ne montrez rien.

M. MOLÉ, président du conseil : Maintenant, savez-vous, messieurs, quelle fut la réponse du pape à ce memorandum? Le pape répondit : « Je ne prends aucun engagement. En exigeant de moi, ce serait porter atteinte à mon indépendance; je ne prends aucun engagement, et les concessions que je ferai, car j'en ferai, je trouve raisonnable d'en faire, n'auront que la mesure et l'étendue que je jugerai convenable de leur donner. » Voilà ce qui s'est passé; les pièces sont là.

M. THIERS : Où?

M. GUIZOT : Donnez-nous donc les pièces; ce sont des actes bien consommés que ceux-là. (Agitation.)

M. MOLÉ, président du conseil : Voilà quelle fut la réponse du pape. Je demande maintenant s'il y avait là un engagement dont on ne pût exiger l'exécution; si l'on pouvait faire dépendre l'exécution d'un engagement aussi formel que celui de la convention du 16 avril, de l'accomplissement de vagues promesses dont le Saint-Père s'était réservé de fixer la mesure et le moment?

Ce moyen écarté, il faut aborder la discussion à laquelle l'honorable M. Thiers vient de se livrer. Il vous a dit : Mais ma dépêche n'était pas autre chose qu'une précaution que je voulais prendre contre toute surprise. J'ai craint qu'on ne parlât d'évacuer les Légations et j'ai dit : Ne souffrez point qu'on vous en parle, et si enfin vous êtes obligé d'en parler, dites que la retraite des Autrichiens n'entraînerait pas nécessairement la mienne. Eh bien, je le soutiens, c'était mettre la convention à néant. (Aux centres : Très bien.)

Vous persistez donc à croire qu'il eût suffi d'un mot de nous pour empêcher les Autrichiens de se retirer? Vous dites : « Mais ils devaient bien au moins à la France de lui parler de leur retraite avant de l'exécuter. (Bruit.) Nous allons voir. Comment les Autrichiens avaient-ils occupé les Légations? Et vous comment aviez-vous occupé Ancone?

Les Autrichiens avaient été appelés par le Saint-Père pour le protéger, et vous aviez voulu prendre une garantie, et vous aviez bien fait, une garantie qui, ainsi que le président du conseil du 14 octobre l'a dit à cette tribune en 1853, n'avait d'autre objet que d'empêcher que l'occupation autrichienne ne fût éternelle. Ce fut son expression.

Et croyez-vous, messieurs, que pendant deux ans et demi, un peu après que j'ai été ministre des affaires étrangères, cette question ne se soit jamais présentée à mon esprit, ne se soit jamais présentée sous ma plume? Eh bien! je vous déclare en mon âme et conscience que vos paroles n'auraient rien fait, et que l'Autriche, qui n'avait été appelée là que par le pape, se serait retirée sans vous écouter le jour où non seulement le St-Père le lui aurait demandé, mais où elle aurait eu elle-même la conviction qu'il avait raison de le lui demander, c'est à dire, le jour où elle aurait pensé que la situation des esprits dans les Légations lui présentait de suffisantes garanties. Eh bien! du moment que l'Autriche aurait eu cette conviction, vous auriez eu beau la provoquer, la prier de s'entendre avec vous, elle vous aurait répondu : « Je n'ai été appelée en Italie que par le pape, je n'y suis venue que pour préserver l'indépendance de son autorité; maintenant il me demande de me retirer : je suis convaincue qu'il a raison, parce qu'il n'a plus besoin de moi; je m'en vais. » Voilà, messieurs, l'exacte vérité, et jamais on ne pourra me persuader qu'il en eût été autrement. On peut avoir un sentiment différent : on diffère là dessus comme sur toutes choses; on a de soi-même l'opinion que l'on veut. (On rit.) On peut dire : « on ne m'eût pas traité comme cela. Eh! mon Dieu! nous sommes des ministres insuffisants, nous le savons bien; mais il y en a d'autres qui sont au moins des ministres confiants. (On rit.)

Je suis donc convaincu que l'honorable M. Thiers, malgré toute son autorité, n'aurait pas obtenu de l'Autriche qu'elle restât un jour de plus, et je vais vous dire pourquoi. Non-seulement cela est vrai, mais tout-à-fait vraisemblable à tous les yeux.

En effet, qu'est-ce que l'Autriche pouvait craindre de notre persistance à occuper Ancone? Mais vous étiez dans une position insoutenable. Elle savait bien qu'en se retirant elle vous mettrait dans une position où vous ne pourriez vous maintenir : « Pas du tout. » Vous dites que vous seriez restés! Et vous croyez que les grandes puissances... (Violentes exclamations sur les bancs de l'opposition.)

M. MOLÉ, président du conseil : Messieurs, laissez-moi expliquer ma pensée. Vous auriez répondu alors à ces puissances; mais vous avez fait vous-mêmes d'autres infractions à vos traités. Messieurs, rappelez-vous donc une chose. J'ai eu l'honneur de vous dire dans une de vos dernières séances, avant-hier, je crois, qu'il y avait eu un engagement solennel pris avec toutes les grandes puissances, et voulez-vous le savoir, c'est un fait que j'ai vérifié ce matin... (Rires aux extrémités.) Messieurs, si cette discussion durait un jour de plus et si dans l'intervalle, je pouvais trouver une raison de plus, un moyen de plus pour éclairer la chambre, pour lui prouver que je ne mérite pas le blâme dont on nous menace, j'en profiterais.

AU CENTRE : Très bien! très bien!

M. MOLÉ, président du conseil : Dans un procès ordinaire, celui qui se défend est toujours libre d'introduire telle ou telle pièce qu'il lui convient et à tel moment du débat qu'il lui plaît. (Bruit et mouvements divers.)

M. LE PRÉSIDENT : N'interrompez donc pas ainsi. Ce débat n'a ni dignité ni justice : car enfin le ministre est en véritable accusation morale devant la chambre. On a entendu M. Thiers avec attention, écoutez donc M. le président du conseil. Et quel motif avez-vous donc d'interrompre? vous n'êtes pas chargés de dire à l'orateur à chaque phrase : C'est bien ou c'est mal.

M. MOLÉ, président du conseil : Quoi! on ne voudrait pas que quand nous trouvons une pièce de plus qui peut nous servir à nous défendre contre le blâme dont vous nous menacez, on ne voudrait pas que nous en profitassions! Mais vous devriez au contraire le demander. Après tout, vous êtes des juges intègres, impartiaux. (Très bien! très bien!) Je ne croirai jamais que nos adversaires politiques veuillent que je me prive d'un moyen de défense. (Non! non!)

Messieurs, l'honorable M. Thiers vous disait que personne n'aurait osé vous demander pourquoi nous restions à Ancone, je pense le contraire; et voulez-vous savoir qui nous l'eût demandé avant tout le monde? Celui qui avait le droit de nous le demander : le saint-père, à qui nous avions promis de sortir de ses États en même temps que les Autrichiens. Certainement, le saint-Père nous aurait dit : « Il est possible que vous ayez à vous plaindre d'autres infractions aux traités généraux; mais je ne sais pas pourquoi vous voulez me punir des torts que peuvent avoir les autres envers vous. » Savez-vous, mes sieurs, qui nous l'eût demandé encore? Ce ne sont pas les puissances du Nord, mais c'est l'Angleterre, et ici se place le fait important que je tiens à faire connaître à la chambre.

Si la chambre le désire, je lui ferais donc une note qui, lors de la convention du 16 avril, fut adressée par le cardinal Bernetti à M. Seymour, ministre d'Angleterre, à Florence, mais envoyée momentanément à Rome par son gouvernement, et vous entendrez ensuite la réponse de cet envoyé.

La chambre désire-t-elle l'entendre? (Où! où! — Interruption.)

M. LE PRÉSIDENT : Écoutez, silence!

M. MOLÉ, président du conseil : Voici la note adressée par le cardinal Bernetti à M. Seymour, le jour même où fut signée la convention destinée à régulariser l'occupation d'Ancone.

Traduction d'une lettre confidentielle adressée par le cardinal Bernetti, à M. Seymour, ministre d'Angleterre à Rome, le 16 avril 1852.

« En conséquence des communications verbales que le soussigné a faites à votre excellence relativement aux conditions que sa sainteté ne pouvait se dispenser d'établir avec le gouvernement français pour le temps qui devra s'écouler jusqu'au départ d'Ancone des troupes qui y ont débarqué le 23 février, et relativement à l'acceptation par la France de ces mêmes conditions, le soussigné ne doute pas que votre excellence, qui en a reconnu toute la justice et la modération, ne veuille bien lui déclarer dans la forme qui lui paraîtra la plus convenable que le gouvernement de sa majesté britannique garantit aussi que ces dites conditions seront également et exactement observées par le gouvernement français. — Signé : Bernetti. »

Maintenant, voici la réponse. (Écoutez! écoutez!)

Copie d'une lettre adressée par M. Seymour, à S. E. le cardinal, secrétaire d'État. (Confidentielle.)

« Rome, le 16 avril 1852.

« Monseigneur,

« En réponse à la demande confidentielle que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser, afin d'obtenir des assurances sur l'intérêt que le gouvernement du roi mon maître prend dans un arrangement prompt et amical pour l'évacuation d'Ancone, je m'empresse de lui faire la suivante communication confidentielle. Le gouvernement de S. M., dans l'intérêt de la tranquillité générale qui se rattache puissamment aux affaires de ces États, et pleinement convaincu de la loyauté des intentions du cabinet français, m'a autorisé d'informer votre excellence qu'il emploiera en cas de besoin les bons offices près dudit cabinet, afin d'obtenir l'évacuation d'Ancone en conformité des engagements pris par la France vis-à-vis du gouvernement pontifical à cette époque.

« Je me trouve également autorisé à informer V. Exc. que l'uniformité de vues existant entre le cabinet de S. M. et celui de Paris, ne laisse aucun doute sur l'efficacité des représentations que ferait le gouvernement de S. M. à ce sujet.

« Je profite avec empressement, etc. » Signé G. TH. SEYMOUR.

« Vous le voyez, messieurs, l'Angleterre avait donc garanti au Saint-Siège l'évacuation d'Ancone par les troupes françaises à l'époque de la retraite des Autrichiens, et vous comprenez que ce n'était pas une chose si simple qu'on paraît le croire, de dire à la cour de Rome : « Les Autrichiens sont partis, mais nous entendons rester, et nous resterons. »

« Comme j'ai eu l'honneur de le dire, la France est toute puissante quand elle parle avec le bon droit; mais que la France demande à revenir sur les traités, sur une convention à laquelle elle avait souscrit, alors elle perdra de sa force.

« Rappelez-vous, messieurs, que vous n'étiez pas en Italie au même titre que les Autrichiens. Comme je l'ai déjà dit, ils avaient été appelés. Vous, vous étiez arrivés à Ancone malgré le saint-père (nouvelle interruption), vous étiez arrivés à Ancone malgré le souverain du pays, et pour y rester, vous aviez négocié une convention dont les bases avaient été posées dans une dépêche du gouvernement français. Ainsi, vous aviez proposé vous-mêmes les conditions de votre séjour, et c'est à ces conditions-là que vous vous étiez fait accepter et que l'occupation d'Ancone avait pris un caractère pacifique au lieu d'être un fait de guerre. Et c'est dans cette position que vous croyez que vous auriez pu, les Autrichiens partis, rester à Ancone sans qu'aucune des puissances, l'Angleterre, notamment, vint employer ses bons offices pour obtenir, en faveur du saint-père, l'exécution de votre traité? Non, vous ne le croyez pas! (Approbation au centre.)

« Je vous le demande : Y avait-il donc autre chose à faire que de vous retirer en même temps que les Autrichiens, et croyez-vous qu'il aurait suffi d'un mot pour annuler un engagement aussi solennel, et pour faire que personne ne pût vous en demander compte?

« On nous dit : les Autrichiens peuvent revenir. C'est possible, mais voici ce que je réponds : Déjà deux fois vous les avez empêchés de s'établir dans les Légations, et je vous déclare que toujours vous pourrez l'empêcher, ainsi que vous l'a dit M. le général Bugeaud. Ce n'est pas avec 1,400 hommes à Ancone... (Mouvements divers.)

M. THIERS : C'est un moyen d'y avoir 100,000 hommes!

M. MOLÉ : C'est en plaçant la main sur la garde de votre épée!

M. O. BARROT : On ne la tirera jamais! (Agitation.)

M. MOLÉ, président du conseil : On a beaucoup discuté sur l'importance de l'occupation d'Ancone comme poste militaire, je demande si c'est là la question? (Non! non!) Il s'agit tout simplement de savoir si vous aviez le droit d'y rester. Voulez-vous donc établir comme règle de votre politique cette maxime vulgaire que ce qui est bon à prendre est bon à garder? (Réclamations à gauche.)

M. THIERS : Il ne s'agit pas de cela.

M. MOLÉ, président du conseil : La question était ici le droit, pas autre chose. Et ensuite si vous voulez savoir en effet quelle était notre position militaire à Ancone, voici le résultat des renseignements que j'ai demandés sur ce point au général qui y commandait et qui est maintenant à Paris. Eh bien, il me disait qu'un vaisseau de ligne le *Diadème* étant entré dans le port d'Ancone, on a eu ensuite beaucoup de peine à l'en faire sortir. Ce fait est tout récent.

M. THIERS : Cela n'est pas exact.

M. MOLÉ, président du conseil : Quant à la position de la place, M. Thiers vous a dit qu'il y avait 74 pièces de canon...

M. THIERS : Non! non! Je n'ai pas dit cela!

M. MOLÉ, président du conseil : Enfin vous avez dit qu'on pouvait utiliser les canons trouvés dans la place. Eh bien! le général commandant à Ancone me disait qu'il ne pouvait compter que sur nos canons, et vous savez combien il y en avait. Mais, je le répète, ce n'est pas là la question. La question était tout entière dans la convention du 16 avril, qui nous obligeait à nous retirer en même temps que les Autrichiens. Et qu'auriez-vous gagné à ne pas le faire? de rester plus long-temps? Mais remarquez que le résultat d'une pareille politique aurait été de prolonger l'occupation des Autrichiens. Eh bien! là encore je ne vois aucun avantage; au contrai-



limonaire, syndicat, 11 h.—Noy, marchand de vins, clôture, 11 h.—Mindt, tapissier, vérification, 11 h.—Manchez, peintre en bâtiments, vérification, 2 h.—Guénet, négociant, vérification, 2 h.—Château, négociant, commiss. en marchandises, clôture, 2 h.—Limonix, marchand de vins, clôture, 2 h.

**L'un des Cérans : E. Boutmy.**

**PARIS.**—Imprimerie de BÉTHUNE et PLOU rue de Vaugravier, 36.